

Derrière les guerres commerciales, la lutte des classes

 mediapart.fr/journal/international/070720/derriere-les-guerres-commerciales-la-lutte-des-classes

Romarc Godin, *Mediapart*, 7 juillet 2020

«*Les guerres commerciales sont souvent présentées comme des conflits entre des pays. Ce n'en sont pas : ce sont d'abord des conflits entre les banquiers et les possesseurs d'actifs financiers d'une part et les ménages ordinaires d'autre part.* » Cette phrase résume parfaitement l'approche nécessaire qu'ont engagée deux économistes étasuniens, Matthew Klein et Michael Pettis, dans un ouvrage paru récemment en anglais et titré sans ambiguïté *Trade Wars are Class Wars* aux éditions des Presses universitaires de Yale*.

L'ouvrage de Matthew Klein et Michael Pettis a, d'emblée, cette vertu de replacer la question des échanges internationaux à un niveau mondial et de rappeler quelques évidences souvent perdues de vue lorsqu'il s'agit de débats sur la mondialisation, le commerce et la dette. Première évidence : le monde ne pouvant pas, pour l'instant du moins, réaliser de transactions avec d'autres planètes est nécessairement à l'équilibre en termes commerciaux et financiers. Les déficits et les excédents des différentes nations s'équilibrent donc et, partant, les déficits des uns sont le reflet des excédents des autres.

Matthew C. Klein and Michael Pettis

**TRADE
WARS
ARE
CLASS
WARS**

**How Rising Inequality Distorts the Global Economy
and Threatens International Peace**

En réalité, ces deux phénomènes ont même fortement besoin l'un de l'autre. Lorsqu'un État consomme moins qu'il ne produit, il dégage un excès d'épargne qui doit chercher à s'allouer quelque part. Il vient donc financer les déficits de ceux qui ont plus de consommation que de production et permet ainsi, *via* la dette, de financer les dépenses des clients des pays en excédent. En soi, donc, un déficit et un excédent ne sont ni bons ni mauvais. Une morale un peu rance a beau considérer qu'un excédent est plus enviable qu'un déficit, rien n'est moins sûr dans les faits. Un excédent peut traduire une dépression de la demande intérieure, comme on le verra pour l'Allemagne aujourd'hui, et un déficit peut être utilisé pour financer un développement interne, comme ce fut le cas pour les États-Unis du XIX^e siècle.

L'ouvrage va cependant plus loin. Il explique comment depuis les années 1980 et la domination du néolibéralisme, l'obsession des politiques publiques de vouloir favoriser l'épargne afin de favoriser l'investissement, ce que l'on appelle en France « *la politique de l'offre* », a surtout favorisé un déséquilibre profond dans les rapports entre capital et travail au sein des États et a conduit à une exacerbation de la guerre commerciale. Le fondement de cette politique est simple et le lecteur français en sera fort coutumier, tant il a été utilisé par les ministres d'Emmanuel Macron depuis 2017 : il faut favoriser l'investissement et, pour cela, il faut favoriser l'épargne. Car ce serait l'épargne qui ferait l'investissement et qui, ainsi, créerait les emplois. D'où les politiques que l'on connaît : baisse de l'ISF, création de la *flat tax* sur les revenus du capital, diverses niches fiscales... Comme le rappellent les deux auteurs, ces politiques sont des versions de la « *théorie du ruissellement* ».

Mais ces derniers expliquent bien, dans le troisième chapitre, l'« *immense erreur* » au départ de cette politique. Cette erreur consiste à déduire de l'équation fondamentale de la science économique, qui veut que l'épargne et l'investissement s'équilibrent, que « *plus d'épargne conduit nécessairement à plus d'investissement* ». Certes, cela peut être vrai sous certaines conditions, notamment en cas de rareté des ressources, mais, comme les deux auteurs le soulignent, « *il n'y a rien d'automatique* ». Pire : lorsque ces conditions ne sont pas remplies, « *plus d'épargne signifie simplement des niveaux de vie plus bas* ». Pour dégager de l'épargne, on comprime en effet la demande et l'on réduit ainsi les perspectives qui encouragent l'investissement. Et cette épargne reste donc largement inutilisée.

Mener cette politique de ruissellement au niveau mondial conduit nécessairement à modifier la distribution des revenus et cela change la donne dans les échanges internationaux. Pour dégager de l'épargne qui puisse s'investir, on a comprimé les revenus du travail et on a favorisé les revenus du capital. Pour le comprendre, les auteurs résument la situation en ces termes : « *Donnez à la plupart des gens un dollar de plus et, tôt ou tard, il sera dépensé pour acheter quelque chose qui crée des emplois ou des revenus à d'autres. Donnez ce même dollar à un riche et il sera probablement utilisé pour accumuler des actifs supplémentaires.* » Résultat : l'endettement a dû prendre le relais pour assurer la consommation nécessaire au maintien de la valeur de ces actifs, tandis que les investissements « inutiles », autrement dit ceux qui ne

participent pas à l'augmentation de la consommation, se sont développés. C'est pour cette raison que les taux d'investissement et d'épargne sont restés stables depuis 1980, alors même que toutes les politiques menées depuis visaient à les augmenter.

C'est que l'augmentation de l'épargne dans certaines parties du globe, comme l'Allemagne et la Chine, fruit d'une politique favorisant la production sur la consommation, a conduit, dans d'autres parties du globe, à une augmentation relative de la consommation par rapport à la production. C'est ici le résumé de la mondialisation néolibérale conduisant à la fameuse « courbe de l'éléphant » des inégalités de Branko Milanović : les pays producteurs ont comprimé les salaires pour exporter et ces exportations se sont substituées à la production des pays clients, où, là aussi, le monde du travail a subi un choc inégalitaire.

Dans ce schéma, le travail est perdant à tous les coups. L'excès d'épargne ne vient pas développer la production des pays en déficit, mais vient plutôt favoriser le secteur financier de ces pays. Les deux auteurs décrivent ainsi dans les trois derniers chapitres de l'ouvrage la manière dont deux pays en excédent, la Chine et l'Allemagne, ont comprimé le monde du travail pour améliorer leur compétitivité, la première par le système du *hukou*, permis de travail intérieur, et par la destruction de tous les droits des travailleurs, la seconde par une politique de modération salariale et d'austérité budgétaire. Aveuglé par les chiffres de la croissance chinoise et par la « réussite » allemande, on oublie souvent le revers de la médaille : un accroissement inédit des inégalités dans l'ancien empire du Milieu et une explosion de la pauvreté outre-Rhin.

Ces excédents allemands et chinois sont venus s'employer aux États-Unis pour financer la dette et le secteur financier. Mais pas l'investissement productif. Car, comme les États-Unis menaient aussi une politique de compression de leur demande intérieure, l'excès relatif de production ailleurs a remplacé la production étasunienne. L'épargne sino-germanique, attirée par le dollar, a donc alimenté des bulles immobilières et financières, et l'on comprend pourquoi le secteur financier a été, depuis 1980, frappé par trois graves crises en 1987, en 2000 et en 2008. L'absorption des excédents mondiaux a été « *le fardeau exorbitant* » des États-Unis, indiquent les auteurs dans un clin d'œil à « *l'avantage exorbitant* » que représente le dollar pour ce pays.

La victoire du capital dans la lutte des classes au cours des années 1980 a donc produit à la fois la mondialisation, la financiarisation et un appauvrissement généralisé du monde du travail dont l'explosion des dettes publiques et privées est le reflet. On l'oublie, là aussi, toujours mais le déficit public élevé de la France permet de financer les débouchés commerciaux allemands et chinois, tandis que la dette privée élevée des ménages nordiques ou néerlandais, par exemple, a pour fonction de compenser la modération salariale de ces pays. Ne réfléchir que du point de vue des déficits, sans penser globalement leur signification, revient donc à aggraver le mal.

Lire aussi

- Plongée dans la complexité des inégalités mondiales Par Romaric Godin
- La politique économique réactionnaire et dangereuse d'Emmanuel Macron Par Romaric Godin
- Les inégalités, trait commun du capitalisme néolibéral Par Romaric Godin
- L'agonie du «ruissellement», fausse théorie et vraie politique de classe Par Romaric Godin

L'ouvrage de Michael Pettis et Matthew Klein est donc une lecture salutaire et indispensable pour comprendre les ressorts de l'ère néolibérale. Le terme de « *compétitivité* », expliquent les auteurs, est devenu un « *euphémisme pour baisser les salaires, directement ou indirectement, par la dépréciation de la monnaie ou l'affaiblissement du modèle social* ». Et de résumer avec brio l'ambiguïté des entreprises dans cette situation : « *Alors même qu'elles se battent pour se partager la demande mondiale, elles collaborent à la réduction de leurs marchés domestiques.* » On aura là une raison de plus de ne pas croire aux politiques néolibérales qui font confiance aux seules entreprises et sont fondées sur la généralisation des comportements micro-économiques.

En cela, on ne peut que souhaiter une prompt translation française de l'ouvrage qui permette de déconstruire intellectuellement ce dernier souffle du néolibéralisme français qu'est le macronisme, avec ses politiques de l'offre, son obsession de la compétitivité et de l'épargne, et son discours sur le déclin français à base de dettes et de transferts sociaux trop importants. Rien dans ce discours ne résiste à l'examen et à la lecture de ce livre.

L'intérêt de l'ouvrage est enfin de replacer sous une nouvelle lumière la question commerciale. Y voir une guerre contre « l'autre » est une erreur : le problème réside principalement dans les rapports de classes internes aux États ou aux régions comme la zone euro. Espérer régler ces déséquilibres par de nouvelles réformes ou même par un simple protectionnisme relève du leurre. « *Pour mettre fin aux guerres commerciales, mettez fin à la guerre des classes* », proposent les auteurs au début de leur conclusion. La poursuite des politiques du ruissellement mènerait le monde dans l'impasse : celui d'une fuite en avant dans une logique où tout le monde est perdant. Dans un tel cadre, l'exacerbation de la guerre commerciale serait inévitable.

Il est donc urgent de redonner du pouvoir aux travailleurs pour leur permettre de consommer davantage. L'urgence n'est pas à réduire l'État-providence pour permettre une amélioration de la compétitivité, comme ne cesse de le marteler Emmanuel Macron, mais bien au contraire de le renforcer et d'améliorer partout la redistribution des richesses. Les États ne doivent plus baisser les impôts sur le capital pour espérer des investissements mais, au contraire, investir eux-mêmes pour favoriser les productions et les innovations locales. Cela n'exclut pas, d'ailleurs, l'usage d'un contrôle des capitaux, mais aussi d'une fiscalité redistributive (ce que les auteurs oublient largement, du reste). Bref, il est urgent de « défaire » le monde néolibéral.

Mais cette lecture amène une autre réflexion. Cette exacerbation de la guerre des classes pourrait aussi être le symptôme d'un capitalisme qui a perdu sa capacité de générer de la productivité, donc des investissements rentables. Les forces productives sont peut-être arrivées à un point proche de leur développement maximal. Et dans ce cas, la question est leur efficacité pour satisfaire le bien-être des populations par une redistribution des richesses et des technologies. Dans tous les cas, sortir du tunnel du néolibéralisme passe nécessairement par la prise de conscience par le monde du travail de sa défaite. Et par la reprise de la lutte.

* Matthew C. Klein & Michael Pettis, *Trade Wars are Class Wars*, Yale University Press, Londres & New Haven, 288 pages.